

RCS : LIMOGES
Code greffe : 8701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1990 B 00125
Numéro SIREN : 377 573 514
Nom ou dénomination : LIMOUSINE DE GESTION ET D INVESTISSEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 09/08/2019 sous le numéro de dépôt 3217



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges
48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

Groupe LGI

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018
Groupe LGI
123 route de Feytiat - 87000 Limoges
Ce rapport contient 28 pages



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges
48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

Groupe LGI

Siège social : 123 route de Feytiat - 87000 Limoges
Capital social : € 300 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société LGI

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LGI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- La note I de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables retenues par le groupe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans cette note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note I – 2 – 2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'amortissement des écarts d'acquisition positifs. Nous nous sommes assurés que le traitement retenu était conforme à l'application du règlement ANC 2015-07.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent

provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision



JPA Limoges

Groupe LGI
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
18 juin 2019

et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Limoges, le 18 juin 2019
KPMG S.A.
Département de KPMG S.A.

Limoges, le 18 juin 2019
JPA Limoges

Sébastien Guérit
Associé

Richard Bonnet
Commissaire aux comptes

Bilan Consolidé Actif

	MONTANTS BRUTS	AMORT. & PROVISIONS	MONTANTS NETS N	MONTANTS N-1
Total Survaleurs	2 411 442	258 188	2 153 254	2 188 735
Total Capital Souscrit N.A.				
1) Frais d'établissement				
2) Frais de recherche et développement				
3) Concess., brevets	69 233	60 435	8 798	16 406
4) Droit au bail	16 000		16 000	16 000
5) Fonds de commerce				
6) Autres immobilisations incorporelles				
7) Immobilisations incorporelles en cours				
8) Avances et acomptes				
Total Immo. Incorporelles	85 233	60 435	24 798	32 406
1) Terrains	78 901	46 835	32 066	19 891
2) Terrains en crédit bail				
3) Constructions	2 559 123	1 428 423	1 130 700	980 301
4) Constructions en crédit bail				
5) Installations techniques	1 825 707	1 514 678	311 029	348 488
6) Immobilisations techniques en crédit bail				
7) Autres immobilisations corporelles	2 612 190	1 574 465	1 037 725	825 635
8) Autres immobilisations corporelles en crédit bail				
9) Immeubles de placements				
10) Immobilisations corporelles en cours	13 989		13 989	217 557
11) Avances et acomptes				
Total Immo. corporelles	7 089 910	4 564 401	2 525 509	2 391 872
1) Tot. tit. partici. cons. IG & IP	100		100	755
2) Créances ratt. part. cons. IG & IP				
3) Créances ratt. part. non cons.				
4) Actifs financiers				
5) Autres immos. financières	462 080		462 080	416 347
Total Immo. Financières	462 180		462 180	417 102
Total Titres mis en équivalence				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 048 765	4 883 024	5 165 741	5 030 115
1) Stocks Matières Premières				
2) Stocks d'encours	33 958		33 958	41 792
3) Stocks de pdts interm. & finis				
4) Stocks de marchandises	34 714 330	1 198 469	33 515 861	32 143 674
Total Stocks	34 748 288	1 198 469	33 549 819	32 185 466
1) Avances et acomptes versés	144 056		144 056	259 015
2) Clients et comptes rattachés	4 517 388	125 746	4 391 642	3 265 364
3) Créances sociales	505		505	14 343
4) Créances fiscales	339 319		339 319	453 974
Total Créances d'exploitation	5 001 268	125 746	4 875 522	3 992 696
1) Comptes courants débiteurs				11 515
2) Créances sur cessions d'immos	30 200		30 200	
3) Débiteurs divers	2 365 488		2 365 488	2 401 382
4) Instruments financiers dérivés				
5) Créances fiscales IS	732 472		732 472	588 776
6) Capital appelé non versé				
7) Compte de liaison actif				
8) Total comptes de régularisation	844 671		844 671	746 712
a) Charges constatées d'avance	572 476		572 476	476 878
b) Charges à répartir				
c) Impôt différé actif SOCIAL				
d) Impôt différé actif CONSO	272 183		272 183	269 824
e) Prime de rmbt des obligations				
f) Ecart de conversion actif	12		12	10
Total Créances diverses	3 972 831		3 972 831	3 748 385
1) Valeurs mobilières				
2) VMP / Actions propres				
3) Disponibilités	267 336		267 336	1 002 051
4) Instruments financiers				
Total Trésorerie	267 336		267 336	1 002 051
TOTAL ACTIF CIRCULANT	43 989 723	1 324 215	42 665 508	40 928 598
Activités cédées - Actif				
TOTAL ACTIF	54 812 002	6 207 239	47 831 249	45 958 713

Bilan Consolidé Passif

	MONTANTS N	MONTANTS N-1
1) Capital	300 000	300 000
2) Primes	517 787	517 787
3) Ecart de réévaluation		
4) Réserve légale	17 350	9 250
5) Réserve statutaire		
6) Réserves réglementées		
7) Autres réserves	38 433	3 104
8) Titres d'autocontrôle		
9) Réserves consolidées	6 761 525	6 389 581
10) Report à nouveau		
11) Acomptes sur dividendes		
12) Provisions réglementées		
13) Subventions		
CAPITAUX PROPRES EN VALEUR HISTORIQUE	7 635 095	7 219 722
1) Ecart conversion capitaux propres AN		
2) Ecart conversion capitaux propres de l'année		
3) Ecart de conversion cumulé zone Euro		
CAPITAL ET RESERVES	7 635 095	7 219 722
RESULTAT DE L'EXERCICE	285 876	415 346
Ecart de conversion sur le résultat		
CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE	7 920 971	7 635 068
1) Résultat des minoritaires	1 363	83 795
2) Réserves des minoritaires	144 329	60 565
CAPITAUX PROPRES - MINORITAIRES	145 692	144 360
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 066 663	7 779 428
AUTRES FONDS PROPRES		
1) Provisions impôts différés sociaux		
2) Provision impôts différés conso.		
3) Provision pour risques & charges	39 234	45 126
<i>Dont Provisions pour risques des titres mis en équivalence</i>		
4) Ecart d'acquisition négatif		
PROVISIONS	39 234	45 126
1) Emprunts obligataires convertibles		
2) Autres emprunts obligataires		
3) Emprunts auprès établ. de crédit	4 612 364	3 847 243
4) Emprunts auprès établ. de crédit courants		
5) Dettes participation salariés		
6) Dettes financières diverses	371 524	557 288
7) Dettes financières crédit bail		
8) Concours bancaires courants	9 723 054	5 938 883
9) Instruments financiers		
10) Total ICNE	2 329	2 615
DETTES FINANCIERES	14 709 271	10 346 029
1) Fournisseurs	21 131 956	23 566 471
2) Avances et acomptes reçus / com.	383 210	281 302
3) Dettes sociales	1 672 405	1 848 494
4) Dettes fiscales	837 241	887 768
DETTES D'EXPLOITATION	24 024 812	26 584 035
1) Fournisseurs d'immobilisations		
2) Comptes courants créditeurs	487 056	696 058
3) Dettes fiscales (IS)		
4) Dettes diverses	234 650	243 061
5) Instruments financiers dérivés		
6) Compte de liaison passif	11	19
7) Produits constatés d'avance	269 552	264 957
8) Ecart de conversion passif		
DETTES DIVERSES	991 269	1 204 095
TOTAL DETTES	39 725 352	38 134 159
Activités cédées - Passif		
TOTAL PASSIF	47 831 249	45 958 713

Compte de Résultat Consolidé 1/2

	MONTANTS N	MONTANTS N-1
Ventes de marchandises	112 003 609	102 224 530
1) France	112 003 609	102 224 530
2) Etranger		
3) Impact des retraitements de marge		
Ventes de produits	423 329	448 166
1) France	423 329	448 166
2) Etranger		
3) Impact des retraitements de marge		
Ventes de travaux	6 738 681	6 930 519
1) France	6 738 681	6 930 519
2) Etranger		
Ventes de services	2 801 850	2 190 414
1) France	2 801 850	2 190 414
2) Etranger		
Location immeuble de placement		
1) France		
2) Etranger		
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	121 967 469	111 793 629
1) Production stockée	-7 834	13 731
2) Production immobilisée	6 308	2 118
3) Produits sur opérations à long terme		
4) Subventions d'exploitation	231 085	77 363
5) Reprises amort. et prov. d'exploitation	902 443	1 033 531
6) Autres produits d'exploitation	6 228	6 001
7)-Transfert de charges d'exploitation	-147 623	-391 028
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	123 253 322	113 317 401
1) Achats matières 1ères & autres appro.	236 660	245 705
2) Variation stocks matières 1ères & aut. appro.		
3) Achats de sous-traitance	1 419 547	1 299 054
4) Achats non stockés, Matériel et Fournitures	1 062 629	1 003 080
5) Autres services extérieurs	3 475 683	3 291 484
6) Achats de marchandises	101 245 101	94 860 366
7) Variation stocks de marchandises	-1 624 308	-3 932 469
8) Autres charges externes	3 139 671	3 202 270
9) Impôts, taxes et versements assimilés	1 290 866	1 027 742
10) Rémunération du personnel	7 960 465	7 709 885
11) Charges sociales	2 994 370	2 828 986
12) Participation des salariés		
13) Dotations amort. et prov. d'exploit.	1 716 724	1 418 033
14) Autres charges d'exploitation	29 912	26 115
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	122 947 320	112 980 251
RESULTAT D'EXPLOITATION	306 002	337 150
Produits sur opérations en commun		
Charges sur opérations en commun		
1) Total des dividendes	16 169	16 169
2) Autres produits de participation		
3) Produits des autres immobilisations financières		
4) Revenus des autres créances et VMP		
5) Escomptes obtenus	102	80
6) Gains de change		
7) Produits nets sur cession de VMP		
8) Autres produits financiers	387	1 150
9) Reprises sur prov. et amort. financiers		
10) Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	16 658	17 399

Compte de Résultat Consolidé 2/2

	MONTANTS N	MONTANTS N-1
1) Dotation aux prov. & amort. financiers		
2) Intérêts et charges financiers	307 018	279 076
3) Escomptes accordés	5	
4) Pertes de change		
5) Charges nettes sur cession de VMP		
6) Coût du passage à l'EURO		
7) Autres charges financières	25 625	21 159
TOTAL CHARGES FINANCIERES	332 648	300 235
RESULTAT FINANCIER	-315 990	-282 836
Produits exceptionnels sur opérat° de gestion	10 530	178 162
Produits exceptionnels sur exerc. antérieurs	5 845	32 424
1) Produits de cession d'immo. incorporelles	30 200	
2) Produits de cession d'immo. corporelles	8 542	36 736
3) Produits de cession des immeubles de placement		
4) Produits de cession d'immo. financières	345 570	
5) Produits de cession des titres consolidés		9 846
TOTAL PROD. CESSIION ELTS D'ACTIF	384 312	46 582
1) Subventions virées au résultat		
2) Autres produits exceptionnels	8 579	151 554
3) Reprise provisions réglementées		
4) Reprise prov. pour risques & charges except.		
5) Reprise prov. dépréciations, except.		
6) Transfert de charges exceptionnelles		
7) Correction d'erreur		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	409 266	408 722
1) Charges exceptionnelles sur op. de gestion	30 047	97 595
2) Charges sur exercices antérieurs		10 992
3) VNC des immo. incorporelles cédées	27 477	
4) VNC des immo. corporelles cédées	7 538	34 943
5) VNC des immeubles de placement cédés		
6) VNC des immo. financières cédées	655	
7) VNC des titres consolidés cédés		9 846
TOTAL VNC DES ELTS D'ACTIF CEDES	35 670	44 789
1) Autres charges exceptionnelles		3 908
2) Dotation provisions réglementées		
3) Dotation prov. pour risques & charges except.		
4) Dotation prov. dépréciations except.	36 000	
5) Correction d'erreur		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	101 717	157 284
RESULTAT EXCEPTIONNEL	307 549	251 438
Impôts sur les bénéfices	-6 800	-3 204
Impôts différés	-2 359	-209 295
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	306 720	518 251
QUOTE PART RESULTAT M.E.Q.		
RESULTAT NET DES SOCIETES CEDEES		
Amortissement écart d'acquisition	19 481	19 110
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	287 239	499 141
RESULTAT - PART DES MINORITAIRES	1 363	83 795
RESULTAT - PART DU GROUPE	285 876	415 346

LGI

Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2018

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

I – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

I – 1. Référentiel comptable

Les comptes du Groupe sont consolidés dans le respect des principes comptables français et sont établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement CRC n° 99-02.

I – 2. Modalités de consolidation

I – 2 – 1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Certaines participations répondant à ces critères, mais dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées. Les titres de ces sociétés et les autres titres de participation figurent pour leur prix d'acquisition, sous déduction le cas échéant des provisions appropriées.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

I – 2 – 2. Ecart d'acquisition

L'écart de première consolidation constaté lors d'une prise de participation, égal à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix d'achat des titres de participation et les capitaux propres retraités des sociétés achetées, est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie non affectée étant inscrite soit à la rubrique écart d'acquisition à l'actif du bilan, soit en provision pour risques au passif. Les écarts d'acquisition positifs des filiales consolidées sont amortis sur une durée de 15 ans à compter de la date effective d'acquisition.

Les écarts d'acquisition jugés non significatifs (inférieurs à 50 K€) font l'objet d'une reprise exceptionnelle ou d'une dotation immédiate.

L'application du Règlement 2015-07 a eu pour conséquence la réintégration des parts de marchés qui figuraient sur la ligne fonds de commerce au 31/12/2015 en écarts d'acquisition pour un montant net de 898 k€.

Le groupe a choisi de conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice précédent soit un plan d'amortissement sur 15 ans.

Pour les nouveaux écarts d'acquisition comptabilisés à compter du 1er janvier 2016, le groupe a considéré qu'il n'y avait pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques. Ces écarts d'acquisition ne sont donc pas amortis.

Ils font l'objet d'une dépréciation complémentaire si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

I – 3. Date de clôture

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2018.

I – 4. Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes sociaux des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leur pays respectifs, font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- maintien des coûts historiques,
- continuité d'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes.

I – 4 – 1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels	Linéaire	2 ans
- Droit au bail	Non amorti	
- Fonds de commerce	Non amorti	

Le droit au bail n'est pas amorti compte tenu de sa durée d'utilité non définie. Il fait en revanche l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indicateur de perte de valeur.

I – 4 – 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes permises par la législation fiscale et correspondent à la réalité économique. Le plan d'amortissement suivant est appliqué :

- Installations générales	5 à 8 ans
- matériels et outillages industriels	4 à 8 ans
- matériel et transport	3 ans
- matériel de bureau	1 à 5 ans

I – 4 – 3. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans les sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

I – 4 – 4. Stocks

Les stocks sont évalués de la manière suivante :

- véhicules neufs : prix d'achat + transport
- véhicules d'occasion : prix de reprise
- pièces détachées : coût unitaire moyen pondéré

Une dépréciation est calculée pour les véhicules en fonction de leur valeur possible de réalisation sur le marché.

Le stock de pièces détachées est provisionné en fonction de leur rotation.

La méthode de valorisation des stocks VN et VO du groupe conduit à retenir comme valeur d'inventaire la valeur de réalisation commerciale probable qui prend en compte :

- les conditions de vente du stock jusqu'à la date d'arrêté des comptes,
- la côte Argus à la clôture de l'exercice, corrigée de la marge supplémentaire escomptée sur le véhicule

I – 4 – 5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est pratiquée dès qu'apparaît une perte probable.

I – 4 – 6. Impôts différés

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société, c'est à dire 28 %.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les positions d'impôts différés actives et passives sont compensées par entité fiscale.

I – 4 – 7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.

I – 4 – 8. Engagements pour indemnités de départ en retraite

L'ensemble des sociétés du groupe cotise à un fonds collectif de solidarité géré par le CEASAM.

Cette association prend en charge le versement du capital de fin de carrière dû au personnel aux conditions prévues par la Convention Collective du CNPA dans le cadre d'un fonds mutualisé.

I – 4 – 9. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

I – 4 – 10. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

I – 4 – 11. Retraitement des locations financement

Les biens dont les sociétés ont la disposition par contrat de crédit-bail ou de location financière n'ont pas été retraités dans les comptes consolidés.

Ils sont donc demeurés selon leur nature juridique.

II – Périmètre de consolidation

II – 1. Méthodes de consolidation

Conformément à l'article L233.19 du nouveau Code de Commerce, les sociétés d'importance non significative sont exclues du périmètre de consolidation.

II – 2. Liste des sociétés consolidées

1 – Société Consolidante

	Siège	N° Siren
SAS LGI	Rue de Feytiat 87000 Limoges	377 573 514 00017

2 – Intégration globale

	Siège	N° Siren	% intérêts
SAS PERICAUD AUTOMOBILES	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	40302687500019	99.97 %
SAS ESPACE PERICAUD AUTOMOBILES	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	41884509500021	99.34 %
SAS PERICAUD	6 Rue Edouard Goursat 87280 Limoges	32068645400044	99.63 %
LEMOVICE HOLDING PARTICIPATION	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	82267856100017	80.00 %
APS AUTOMOBILE SAS	60B Avenue de la Loge 86440 Migne-Auxances	34920320800054	80.00 %
ETS AUTOMOBILES SAS	19 Rue de Geneteau 79182 Chauray	50950461900032	80.00 %
SAS FONTENAY AUTO	39 Rue de Fontenay 85200 Pissote	53126555100014	80.00 %

3 – Mise en équivalence

Néant

4 – Sociétés non consolidées

Néant

III – Comparabilité des comptes et faits majeurs

III – 1. Acquisitions :

Néant

III – 2. Cessions et restructurations :

La société Espace Péricaud Automobiles a absorbé la société Pascal Péricaud au 01/01/2018.

III – 3. Faits majeurs :

Le 01/01/2018, la société Espace Péricaud Automobiles a acquis le fonds de commerce JEEP Avenue Louis Armand à Limoges.

Le 08/08/2018, la société Fontenay Automobiles a fermé son site secondaire de Parthenay, et a cédé le fonds de commerce le 1^{er} décembre.

IV – Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

IV – 1. Immobilisations incorporelles

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0					0
Fonds de commerce	0					0
Concessions, brevets	72		(3)			69
Ecart d'acquisition	2 391	45	(25)			2 411
Autres	16					16
TOTAL	2 479	45	(28)	0	0	2 496

Amortissements	Valeurs au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0					0
Fonds de commerce	0					0
Concessions, brevets	(55)	(8)	3			(60)
Ecart d'acquisition	(203)	(55)				(258)
Autres	0					0
TOTAL	(258)	(63)	3	0	0	(318)

Entreprises concernées	Date d'acquisition	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Péridaud Automobiles	Ant. 1999	115		115
Espaces Péridaud Automobiles	2004	85	4	81
Espaces Péridaud Automobiles Pacific A	2016	186	72	114
Espaces Péridaud Automobiles Jeep	2018	45		45
Pericaud (ex Limoges Autos à Limoges)	1993	15		15
Pericaud (ex Limoges Autos Brive)	Ant. 1999	108		108
Péridaud	2009	500		500
Péridaud Skoda et Seat	2015	80		80
APS	2016	120		120
ETS	2016	292		292
Fontenay Auto	2016	92		92
Total		1 638	76	1 562

IV – 2. Immobilisations corporelles

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Terrains	65	14				79
Constructions	2 253	183	(32)	155		2 559
Installations techniques	1 816	93	(83)			1 826
Autres immobilisations corporelles	2 293	376	(111)	55		2 612
Immobilisations en cours	218	6		(210)		14
TOTAL	6 644	672	(226)	-	-	7 090

Amortissements	Valeurs au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Terrains	(45)	(5)	4			(47)
Constructions	(1 272)	(189)	33			(1 428)
Installations techniques	(1 468)	(135)	85	3		(1 515)
Autres immobilisations corporelles	(1 467)	(219)	115	(3)		(1 574)
Immobilisations en cours	0					
TOTAL	(4 252)	(548)	236	0		(4 564)

IV – 3. Immobilisations financières

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Titres de participation	1		(1)			0
Actifs en cours de cession	0					0
Titres mis en équivalence	0					0
Autres immobilisations financières	416	187	(142)			462
TOTAL	417	187	(143)	0	0	462

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements.

Amortissements et provisions	Valeurs au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Titres non consolidés	0					0
Autres immobilisations financières	0					0
TOTAL	0	0	0	0	0	0

IV – 4 .Stocks

	Valeurs brutes 31.12.2018	Dépréciations	Valeurs nettes 31.12.2018	Valeurs nettes 31.12.2017
Matières premières				
En cours	34		34	42
Produits finis				
Marchandises	34 714	(1 198)	33 516	32 144
TOTAL	34 748	(1 198)	33 550	32 186

IV – 5 .Créances

	Valeurs brutes 31.12.2018	Dépréciations	Valeurs nettes 31.12.2018	Valeurs nettes 31.12.2017
Avances et acomptes versés	144		144	259
Clients et comptes rattachés	4 517	(126)	4 392	3 265
Comptes courants débiteurs				12
Débiteurs divers	2 396		2 396	2 401
Créances IS	732		732	589
Créances sociales et fiscales	340		340	468
Charges constatées d'avance	572		572	477
Impôt différé actif	272		272	270
Valeurs brutes	8 974	(126)	8 848	7 741

Echéancier des créances

	Valeurs brutes	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	144	144	
Clients et comptes rattachés	4 517	4 517	
Comptes courants débiteurs			
Débiteurs divers	2 396	2 396	
Créances IS	732		732
Créances sociales et fiscales	340	340	
Charges constatées d'avance	572	572	
Impôt différé actif	272	272	
TOTAL	8 974	8 242	732

IV – 6. Capitaux propres

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (Part du Groupe)									
	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat de l'exercice	Autres			Total des Capitaux propres	Minoritaires
					Ecart de Conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Total autres		
Situation à la Clôture 2015	300	682	5 064	781				6 828	30
Autre			1						19
Résultat 2015		-64	845	-781					
Résultat 2016				607				607	17
Distributions		-100						-100	
Situation à la Clôture 2016	300	518	5 910	607				7 335	66
Autre									-6
Résultat 2016		118	489	-607					
Résultat 2017				415				415	84
Distributions		-115						-115	
Situation à la Clôture 2017	300	521	6 399	415				7 635	144
Autre									
Résultat 2017		35	380	-415					
Résultat 2018				286				286	1
Distributions									
Situation à la Clôture 2018	300	556	6 779	286				7 921	145

IV – 7. Provisions pour risques et charges

a – Détail des provisions pour risques et charges

	31.12.2018	31.12.2017
Provisions pour litiges	9	9
Provisions pour garanties données	6	11
Provisions pour restructurations		
Provisions pour autres risques et charges	25	25
TOTAL	39	45

b – Flux des provisions

Provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Autres	Variations de périmètre	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges	45		(6)			39
Ecart d'acquisition négatifs						
Impôts différés passifs						
TOTAL	45		(6)			39

IV- 8. Dettes financières

a – Détail et échéance des dettes financières

	31.12.2018	31.12.2017
Concours bancaires à court terme	9 723	5 939
Emprunts à moins d'un an	1 399	1 388
Emprunts à plus d'un an et moins de 5 ans	3 116	2 542
Emprunts à plus de cinq ans	469	474
Crédit bail immobilier		
Crédit bail mobilier		
Emprunt obligataire		
Intérêts courus non échus	2	3
Comptes courants créditeurs		
TOTAL	14 709	10 346

b – Flux des dettes financières

Dettes financières	Montant au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Montant à la fin de l'exercice
Emprunts auprès des Etablissements de crédit	3 847	2 003	(1 238)			4 612
Dettes participation salariés						
Emprunt obligataire						
Emprunt						
Autres emprunts						
Crédit-bail immobilier						
Crédit-bail mobilier						
Dettes financières diverses	557		(186)			372
Intérêts courus non échus	3		(1)			2
TOTAL	4 407	2 003	(1 425)			4 986

NB : la différence avec le détail IV-8-a provient des concours bancaires à court terme et des comptes courants créditeurs.

IV- 9. Contribution au résultat par société :

Catégorie d'engagement	LGI	Péridaud Auto.	Espace Péridaud	Pascal Péridaud	Péridaud SAS	LHP	APS	ETS	Font	TOTAL
Résultat social										
avant retraitements	187	159	-125		102	-51	90	60	-117	304
(-) Dot Amort/Fds de cce					-19					-19
(+/-) Var Marge/stock										0
(+/-) Provisions/stock										0
(+/-) Var prov IDR										0
(+) ECP										0
(-) ECA										0
(+) Prov ecart de change										0
(+/-) Retraitement Crédit bail										0
(+/-) Var IS de situation										0
(+/-) Var IS différé	-22	5	-11		3	52	-18	-6		3
Distributions intra-groupe/ex										0
Autres										0
Total des retraitements	-22	5	-11	0	-17	52	-18	-6	0	-17
Résultat retraité	165	164	-136	0	85	1	72	53	-117	287
Intérêts minoritaires/stés en IG		0	-1				-14	-11	23	-3
Intég proport /MEE (QP exclue)										0
(-) Amort/écart d'acqu. positifs										0
(+) Rep/ecart d'acquisition négatif										0
Résultat consolidé	165	164	-135	0	85	1	57	43	-94	286
Rappel Résultat										
consolidé Groupe N-1	13	53	-134	61	93	105	166	190	-130	416

IV- 1. Chiffre d'affaires consolidé

La société exerce dans un seul secteur d'activité : ventes au détail, en France quasiment exclusivement, de véhicules neufs, d'occasion, de pièces détachées, d'huile et de réparations de véhicules.

Le chiffre d'affaires consolidé 2018 s'élève à 121 967 k euros, soit une augmentation de 10 174 k euros par rapport à 2017.

IV- 11. Effectif :

Effectif moyen	31/12/2018	31/12/2017
Cadres	49	48
Agents de maîtrise	66	61
Employés	58	65
Ouvriers	66	66
TOTAL	239	240

IV-12. Preuve d'impôt :

	Base	Impôt
Résultat net à 100% des entreprises intégrées	287	
Charge d'IS social	3	
Crédit impôt apprentissage	-7	
Mécénat	-3	
Charge d'impôt différé	-2	
Charge d'impôt	-9	
Résultat avant impôt	278	
Impôt théorique calculé		78
Charges non déductibles		3
Incidence fiscale entrées de périmètre		11
Dividendes		-4
CICE		-95
Crédit d'impôt		-7
Ecritures de consolidation		5
Charge d'impôt effective		-9

IV-13 : Résultat financier :

Montant en K €	31/12/2018	31/12/2017
Produits financiers		
Autres produits de participation		
Autres produits financiers	17	17
Total	17	17
Charges financières		
Intérêts et charges financiers	333	300
Total	333	300
Résultat financier	(316)	(283)

IV-14. Résultat exceptionnel :

Montant en K €	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels		
Produits except. sur opérations de gestion	11	178
Cessions d'actif incorporel corporel	39	37
Cessions d'actif financier	346	10
Autres produits except.	9	152
Produits except. sur exercices antérieurs	6	32
Total	409	409
Charges exceptionnelles		
Charges except. sur opérations de gestion	30	98
Valeur nette des immobilisations incorp corp cédées	35	35
Valeur nette des immobilisations financières cédées	1	10
Dotation prov. Pour risques et charges except.	36	
Autres charges exceptionnelles		4
Charges except. sur exercices antérieurs		11
Total	102	157
Résultat exceptionnel	308	251

V- Engagements-hors-bilan-:

Dettes garanties par des sûretés réelles	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeur comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit LGI	1 128	1 500	1 500
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit PERICAUD	58	500	500
	1 187	2 000	2 000

VI – Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) :

Le groupe a enregistré en diminution des charges de personnel le montant de 341 k Euros au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi. Il est destiné à favoriser l'investissement de la société et à consolider les fonds propres.